



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article5854>

# L'Initiative Yasuní-ITT dans le champ de la géopolitique

- Journal des Alternatives - Publications - Dossiers - Justice climatique et alternatives écologiques -

Date de mise en ligne : jeudi 25 novembre 2010

---

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

---

Le projet Yasuni-ITT, initiative proposée par le gouvernement équatorien pour lutter contre le réchauffement climatique global, dépasse les frontières nationales. En échange d'une contribution internationale, on laisserait sous terre 850 millions de barils de pétrole lourd situé dans le Parc National Yasuni. Ce parc contient une des plus importantes réserves de biodiversité du monde. Dans cette zone, vivent aussi des communautés et des peuples indigènes en isolement volontaire. De plus, en n'exploitant pas ce pétrole, cela éviterait l'émission d'environ 410 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>. En favorisant la conservation de la biodiversité, en évitant la déforestation de cette partie de l'Amazonie, en respectant les droits des peuples indigènes qui vivent sur ce territoire, surtout ceux des Tagaeri et des Taromenane, la proposition bénéficie à toute l'Humanité.

Il ne s'agit pas simplement d'une compensation internationale pour aider l'Equateur à s'acquitter de sa responsabilité de protéger cette région. Cette initiative repose sur le principe de la responsabilité commune partagée, mais différenciée, qu'ont tous les habitants de la planète. Les pays développés, responsables de la majorité des problèmes environnementaux provoqués par l'action humaine, ont un plus grand engagement à prendre envers l'Humanité. Leur responsabilité historique a été posée depuis 1992 dans la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC), lors du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro, mais celle-ci n'a pas été appliquée de manière efficace ou contraignante. Le Protocole de Kyoto, approuvé en décembre 1997 et entré en vigueur en février 2005, après la ratification de la Russie, est un autre accord qui va dans cette direction. Rappelons que les Etats-Unis, qui ont signé l'accord de Kyoto, ne l'ont toujours pas ratifié.

A partir des différents degrés de responsabilité face à la pollution globale provoquée par les êtres humains, les sociétés les plus riches, à l'origine de la majeure partie de la détérioration environnementale, sont appelées à assumer cet engagement partagé. En termes monétaires, on sollicite une contribution de la communauté internationale d'au moins la moitié des revenus que pourrait obtenir l'Equateur s'il exportait le pétrole de l'ITT. Soit quelque 3,5 milliards de dollars en valeur constante. En termes environnementaux, cette proposition appelle l'Humanité à changer son rapport avec la Nature, en assumant l'engagement de ne pas exploiter plus les ressources énergétiques fossiles dans ces zones d'énorme biodiversité et à favoriser un rythme plus lent de leur consommation jusqu'à réussir leur substitution définitive par d'autres sources d'énergies renouvelables.

Le 3 août dernier, le gouvernement équatorien et le PNUD ont signé un accord qui permet la création du fonds financier (fidéicomis) où sera déposé l'argent de la communauté internationale. Avec la signature de ce fideicomis, l'Equateur envoie un signal fort : ce fideicomis représente une garantie de légalité et de légitimité internationales pour la gestion de ce fonds. De cette manière, l'Equateur s'éloigne des discours creux qui prolifèrent dans le contexte international, et se dirige d'un pas ferme vers la construction d'une économie post-pétrolière et d'un autre type de société. En définitive, l'Equateur se propose d'aller vers le « Bien Vivre » (Buen Vivir) c'est-à-dire de construire un style de vie qui garantisse une relation harmonique des êtres humains avec la Nature. Dans ce contexte, et cela est le plus important, l'Equateur appelle la communauté internationale à changer sa relation avec la Nature.

Avec l'Initiative Yasuni-ITT, l'Equateur propose au monde une alternative concrète au Protocole de Kyoto. Il ne s'agit pas seulement de limiter la réduction des émissions des gaz à effet de serre provenant des combustibles fossiles mais de réduire la consommation d'énergie et de matériaux de la part des sociétés qui ont une plus grande empreinte écologique. Avec ce projet, on cherche à obtenir la reconnaissance mondiale de la valeur de ne rien faire, ce qui sera toujours plus précieux que de continuer à détruire la Nature.

De plus, l'Initiative Yasuni-ITT ne peut pas être comparée avec le projet REDD (Reducing Emissions from Deforestation and Degradation) parce qu'elle aborde, simultanément, la conservation de la biodiversité, le changement climatique et surtout les droits des peuples. L'Initiative Yasuni-ITT dépasse les marges étroites des mécanismes de marché qui ne pourront pas résoudre ces problèmes. Avec ce projet, l'Equateur propose de nouveaux mécanismes pour combattre l'effet des changements climatiques et fait un pari sur la vie, sa protection et

sa conservation.

Cette reconnaissance constitue un moyen d'assumer la dette écologique historique des pays industrialisés envers les pays en développement, comme un point de départ pour changer les relations Nord-Sud. Dans cette tâche, les sociétés du monde entier ont un rôle prépondérant. D'un côté, elles doivent faire pression sur leurs gouvernements pour qu'ils appuient des propositions d'avant-garde comme l'Initiative Yasuni-ITT. Mais, d'un autre côté, elles doivent être parties prenantes, avec les sociétés du Sud, dans la construction d'alternatives qui permettent une cohabitation plurielle de toutes les cultures, en respectant toujours les limites biophysiques de la Terre.

Dans ce cadre, il est indispensable aussi de garantir des conditions de vie digne pour tous les habitants de la planète. Ceci implique de lutter contre toutes les manifestations d'opulence, causes de la débâcle environnementale et de la misère dans le monde. Il ne s'agit pas que les pays riches du Nord donnent des crédits d'« adaptation » ou de « mitigation » aux pays qui n'ont pas de responsabilité historique, ou très peu, dans le changement climatique. Il s'agit d'assumer les responsabilités pour l'augmentation de l'effet de serre, comme conséquence, principalement, de la consommation de combustibles fossiles. C'est seulement ainsi qu'un autre monde, un autre monde soutenable pour toutes et tous sera possible.-

*Post-scriptum :*

*Français. Doctorant en science politique à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence. Chercheur associé à la FLACSO-Ecuador. Equatorien. Docteur en économie écologique. Coordinateur du Doctorat d'Economie de la FLACSO. Ex-Ministre de la Planification et du Développement. Ex-ministre des Affaires Etrangères. Economiste équatorien. Enseignant-chercheur de la FLACSO. Ex-ministre de l'Energie et des Mines. Ex-président de l'Assemblée Constituante et ex-député.*